

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone - Orléans
Adresse postale : DREAL Centre - UD 45
5 avenue Buffon - CS 96407
45100 Orléans Cedex 2

Orléans, le 27/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THALES LAS France SAS
2 AVENUE GAY-LUSSAC
78990 Élancourt

Références : 518 / 2025 - VAT20250506
Code AIOT : 0010001696

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement THALES LAS France SAS implanté Domaine d'Echevau Route d'Ardon 45240 La Ferté-Saint-Aubin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THALES LAS France SAS
- Domaine d'Echevau Route d'Ardon 45240 La Ferté-Saint-Aubin
- Code AIOT : 0010001696
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement THALES LAS FRANCE de La Ferté Saint-Aubin conçoit et fabrique notamment des mortiers et des roquettes (armes et munitions) et des systèmes de défenses anti-véhicule blindé. Les activités de la société THALES LAS France sur son site de La Ferté Saint-Aubin sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 1er février 2005, complété par des arrêtés complémentaires (30 janvier 2006, 8 octobre 2007, 26 mars 2010, 1er juin 2010, 22 octobre 2014, 21 novembre 2014 et 7 novembre 2018), par la lettre préfectorale du 22 mai 2014 relative au classement IED du site pour la rubrique 3260 et la lettre préfectorale du 6 février 2018 relative à l'actualisation du tableau de classement des activités ICPE du site.

L'établissement est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct d'un seuil au titre des deux rubriques suivantes :

- Rubrique n°4210 : fabrication de produits explosifs ;
- Rubrique n°4220 : stockage de produits explosifs.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	POI : contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Protection contre la foudre (vérification périodique)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Moyens incendie (ressources disponibles et vérification périodique)	Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
5	SGS - Complétude	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.2.3.	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Correspondance physique de l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
6	SGS - Maitrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I - 3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Conformité à l'EST	Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Correspondance physique de l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 : État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Par sondage, l'inspection vérifie la correspondance physique de l'état des stocks au niveau du bâtiment 25, qui correspond à un magasin de produits chimiques. L'inspection ne relève pas de discordance avec l'état des stocks informatique, ni de situation d'incompatibilité entre les produits chimiques stockés. En outre, l'inspection note que les emballages indiquent le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément aux textes relatifs à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Absence d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : POI : contenu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025
Prescription contrôlée : Article 5 : [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan

d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de

Annexe V : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'inspection avait constaté que le POI de l'exploitant n'était pas complet concernant :

- la stratégie et le positionnement des prélèvements environnementaux en cas d'évènement accidentel ;
- les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement.

Par courriel du 25/02/25, l'exploitant avait fourni à l'inspection le duplicata de sa commande auprès d'un prestataire pour la réalisation des prélèvements environnementaux dans les matrices eaux, air et sols en cas d'évènement accidentel.

En amont de la visite d'inspection du 15/10/25, l'inspection demande à l'exploitant la transmission de la dernière version de son POI afin de vérifier l'intégration de sa stratégie et du positionnement

des prélèvements environnementaux. L'exploitant indique que la dernière version de son POI est celle en date de juin 2024, qui n'inclut pas ces dispositions, mais qu'une actualisation du POI est prévue au mois de décembre 2025. Il transmet à l'inspection une liste des évolutions qui ont été préparées et nécessitent d'être consolidées avant intégration. L'inspection note que, parmi celles-ci, il est prévu de modifier la sous-partie VI.12 « Gestion d'un évènement accidentel ».

Lors de la visite d'inspection du 15/10/25, l'inspection demande à consulter la stratégie et le positionnement des prélèvements qui seront intégrés dans le POI. L'exploitant présente le rapport de stratégie réalisé par son prestataire qui inclut la liste des paramètres suivis, les points de mesures et les méthodes et durées de prélèvements et répond donc aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 sur ce sujet.

Concernant les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement, l'exploitant indique que des discussions sont en cours avec deux prestataires spécialisés dans la dépollution, notamment pyrotechnique, mais ne pas avoir contractualisé à la date de l'inspection.

Ecart. Absence de complétude du POI concernant la stratégie et le positionnement des prélèvements environnementaux en cas d'évènement accidentel, ainsi que les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son POI actualisé intégrant l'ensemble des éléments prévus par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Protection contre la foudre (vérification périodique)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'inspection avait relevé que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier de la conformité de la protection contre la foudre de l'ensemble de ses installations. Ce dernier avait toutefois communiqué son plan d'actions de mise en conformité qui précisait que :

- 203 ARF et 209 ETF avaient été réalisées ;
- 85 installations étaient conformes ;
- 48 étaient en attente de visites initiales ;
- 66 installations faisaient l'objet de travaux en phase de finalisation.

Interrogé sur la différence entre les 209 ETF et le plan travaux couvrant 199 installations, l'exploitant avait indiqué par courriel du 25/04/25 la liste des 10 bâtiments à l'origine de cette différence et précisé que, pour ceux-ci, le risque calculé était inférieur au risque tolérable et qu'il n'y avait donc pas nécessité de mettre en œuvre un système de protection foudre.

Par courriel du 10/06/25, l'exploitant avait également transmis à l'inspection 77 rapports de vérifications initiales des installations, réalisées à la suite des travaux de conformité effectués aux mois d'août et de décembre 2024.

Interrogé lors de la visite d'inspection du 15/10/25 sur la correspondance entre les bâtiments couverts par ces 77 rapports de vérification et les installations listées dans son plan d'actions communiqué à la suite de l'inspection du 13/11/24, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un tableau de synthèse permettant de suivre l'avancée de son plan d'actions et les éventuelles

opérations restant à réaliser.

En outre, l'inspection relève que ces rapports font état de plusieurs réserves concernant notamment des installations téléphoniques (indiquées comme en cours de modification) et des capteurs d'ouverture de portes. L'exploitant indique qu'à la suite de ces constats, des travaux ont été réalisés en août 2025 et qu'il ne dispose pas encore des rapports de contrôle réalisés à l'issue de ceux-ci.

Ecart. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la conformité de la protection contre la foudre de l'ensemble de ses installations et de l'avancée de son plan d'actions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son plan d'actions actualisé et les justificatifs permettant d'attester de la conformité de ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Moyens incendie (ressources disponibles et vérification périodique)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025

Prescription contrôlée :

Article 2.10.4.2 - Moyens d'intervention :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA munis de raccords normalisés ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation en accord avec le directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

Les extincteurs devront être en nombre suffisant, judicieusement répartis, de type et de capacité appropriés. Ils devront être conformes aux normes en vigueur et être homologués. [...]

POI de mars 2023 : page 42 + fiche bâtiminaire zone IV bâtiments C1 à C6 et CI :

Poteau incendie le plus proche de la ligne C = PI n°407 situé au Sud-Ouest de la ligne C à proximité du bureau des poudriers.

Constats :

Lors de la visite du 13/11/24, l'inspection avait relevé que les moyens d'extinction n'étaient pas pleinement opérationnels. L'exploitant avait présenté la liste :

- des travaux réalisés ;
- des travaux en cours : rénovation réseau secondaire eau incendie en zone I (bâtiments 84 et 79) et en zone II (bâtiment BL) ;
- des travaux planifiés et financés pour les trois années suivantes : rénovation du réseau secondaire eau incendie entre les zone II et V via la zone IV (phase 1 en 2025 et phase 2 en 2026) et du réseau secondaire eau incendie en zones V et VIII (2027).

Lors de la visite d'inspection du 15/10/25, l'inspection interroge l'exploitant sur l'avancée de son plan d'actions.

Ce dernier indique que :

- les travaux de rénovation du réseau secondaire eau incendie en zone I (bâtiments 84 et 79) et en zone II (bâtiment BL) ont été finalisés ;
- la première phase de la rénovation du réseau secondaire eau incendie entre les zones II et V via la zone IV, initialement prévue en août 2025, sera finalement réalisée en décembre 2025 ;
- la deuxième phase de la rénovation du réseau secondaire eau incendie entre les zones II et V via la zone IV sera réalisée comme initialement prévu en août 2026 ;
- les travaux en zone VIII, initialement prévus en août 2027, seront finalement réalisés en décembre 2026 ;
- les travaux en zone V seront réalisés comme initialement prévu en août 2027 (si nécessaires au vu des résultats de mesures qui seront effectués à la suite des travaux sur le conduit d'eau entre la zone II et la zone V planifiés en décembre 2025).

En guise de justification, il fournit à l'inspection :

- le plan de récolement pour les travaux de rénovation du réseau secondaire eau incendie en zone I (bâtiments 84 et 79) ;
- le procès-verbal de bonne installation du poteau incendie n°210 jouxtant le bâtiment BL ;
- le dossier de consultation des entreprises pour la rénovation du réseau secondaire eau incendie entre les zones II et V via la zone IV, daté du 01/08/2025.

Interrogé sur les mesures compensatoires mises en oeuvre dans l'attente d'un retour en conformité, l'exploitant indique :

- avoir fait réaliser à l'entrée de la zone V un bassin de 940 m³, équipé de cannes d'aspersions, dont il fournit le procès verbal de constat de fin de travaux et que l'inspection constate lors de sa visite de terrain ;
- que la zone VIII est située à environ 400 m du poteau fonctionnel le plus proche, permettant

d'envisager le déploiement de tuyaux en cas de besoin.

Ecart. Les moyens d'extinction ne sont pas pleinement opérationnels.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient l'inspection des installations classées informée de l'avancée de son plan d'actions et lui transmet les justificatifs associés. Il fournit également les justificatifs permettant d'attester de la réception du nouveau bassin incendie par le SDIS Loiret.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : SGS - Complétude

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8

Thème(s) : Autre, SGS

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'inspection avait constaté que le SGS était encore en phase de construction et de consolidation et avait appelé l'exploitant à lui transmettre notamment :

- la liste des tâches critiques qu'il avait identifiées ;
- la liste des documents applicables du SGS ;
- la mise à jour du manuel du SGS s'agissant de la gestion des modifications.

A la demande de l'inspection, l'exploitant fournit en amont de la visite d'inspection du 15/10/25, la version de son manuel du SGS à jour. L'inspection relève que ce document ne mentionne pas de date d'approbation. Lors de la visite, l'exploitant explique que cette absence est due à l'édition du manuel du SGS, par extraction à partir du système de management du groupe dénommé Chorus, mais que ce dernier a bien été approuvé en revue de direction en date du 27/06/25. **L'inspection appelle l'exploitant à faire figurer cette information.**

Le manuel fourni comprend bien l'ensemble des sept thèmes prévus par les dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014.

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'inspection avait relevé que certains documents cités dans le SGS n'étaient plus applicables mais remplacés par d'autres déjà mis en application. C'était notamment le cas de la fiche "expression de besoins" pour la gestion des modifications ; l'inspection note que cette fiche est bien mentionnée pour les modifications en zone inerte et les modifications des équipements mais qu'elle ne l'est pas pour les modifications en zone pyrotechnique. **L'inspection appelle l'exploitant à justifier cette situation.**

En outre, l'inspection avait également constaté que les procédures pour la gestion des modifications apportées aux installations et aux procédés étaient en cours de construction. Par sondage, l'inspection constate que le cadre pour une modification en zone inerte, selon qu'elle est considérée comme notable ou non, n'est toujours pas détaillé dans la version du manuel du SGS fournie en amont de l'inspection.

Comme demandé par l'inspection, le manuel du SGS identifie bien la liste des tâches critiques, réparties entre les "tâches de support", les "tâches de direction", les "tâches de gestion de groupes d'équipements" et les "tâches de réalisation" (annexe 2.5). Plusieurs autres annexes fournissent diverses informations complémentaires sur ces tâches (niveau de maturité, référents et acteurs métiers associés, lien avec les formations, etc.). L'inspection relève toutefois que certaines de ces informations restent à compléter.

L'inspection avait demandé que le SGS renvoie à une liste des documents applicables susceptible d'être plus facilement et rapidement mis à jour. L'inspection note que, pour chaque tâche, le manuel du SGS indique une liste de "documents de preuve". Elle relève toutefois que l'ensemble des procédures ne sont pas systématiquement intégrées à ces listes : à titre d'exemple, les instructions "83250188-HSE-TDA-FR Guide de compréhension des Etudes de Sécurité au Travail" et "84000150-HSE-LAF-FR Etablir une Analyse de Sécurité du Travail pyrotechnique (AST)" ne sont pas incluses dans les documents de preuve pour les modifications en zone pyrotechnique.

L'exploitant indique lors de la visite d'inspection du 15/10/25 qu'un travail est en cours afin de finaliser les procédures associées à la gestion des modifications et à la surveillance des performances, avec des échéances respectives en avril et juin 2026.

Ecart. L'exploitant ne dispose pas d'un système de gestion de la sécurité pleinement finalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées son manuel du SGS actualisé afin de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : SGS - Maitrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article ANNEXE I - 3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS Maitrise des procédés - maitrise d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.</p> <p>Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none">• le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;• le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;• le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. <p>Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p>Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des</p>

installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Lorsque le recensement ou les dossiers mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions ou par la décision ministérielle de modification du guide, le cas échéant.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'inspection avait constaté plusieurs absences de mise à la terre, qui correspond pourtant à une exigence des EST et à une mesure de base en matière de sécurité pyrotechnique. Elle avait alors demandé à l'exploitant de lui préciser les dispositions du SGS permettant de surveiller cette exigence.

Par courriel du 11/06/25, l'exploitant avait indiqué la réalisation :

- d'une check list « OK démarrage », incluant la vérification des mises à la terre, pour toute nouvelle activité pyrotechnique ;
- d'audits flash terrain incluant un point de contrôle sur les continuités de mise à la terre ;
- d'un contrôle annuel des continuités de mise à la terre au niveau des postes de travail pyrotechniques et des moyens communs.

En outre, lors de la visite d'inspection du 15/10/25, l'exploitant indique à l'inspection avoir mis parallèlement en place une démarche d'audit terrain complémentaire (dite "safety visit"), menée par les managers et basée sur l'observation des pratiques afin de repérer les comportements à risque et, par le dialogue, accompagner vers des pratiques plus sûres.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet en amont de la visite d'inspection du 15/10/25 les comptes rendus des derniers audits flashes, datés du 12/06/25, 13/06/25 et 30/06/25. La grille de compte-rendu prévoit bien le contrôle de la mise à la terre des éléments métalliques, qui est conforme pour les deux audits pour lesquels cet item est applicable.

L'audit flash du 12/06/25, portant sur la préparation des corps vides en zone VIII, a fait émerger le besoin de mettre à jour des consignes de local et consignes particulières pour y préciser l'utilisation de l'acétone. A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet les consignes actualisées qui intègrent bien cette modification.

Le manuel du SGS fourni par l'exploitant en amont de l'inspection indique :

"Les Consignes de Local sont mises à jour selon la documentation suivante : RT-000000188-HSE-TDA-FR. Les Consignes Particulières (CP), les Consignes d'Installation (CI) et les Consignes d'Essai (CE) sont mises à jour par les rédacteurs des EST ou les Pilotes, vérifiées par le service HSE et approuvées par le Chef d'Etablissement avant toute diffusion pour mise en application."

L'inspection constate que la version actualisée des consignes particulières est bien signée par le pilote d'îlot, un représentant du service HSE et le chef d'établissement.

Interrogé sur le respect de son référentiel pour la mise à jour des consignes de local, l'exploitant indique que le document RT-000000188-HSE-TDA-FR n'est pas une procédure encadrant la modification des consignes mais un ancien modèle pour les consignes de local. **L'inspection appelle l'exploitant à mettre à jour son manuel du SGS.**

En outre, l'inspection note que le manuel du SGS fourni par l'exploitant en amont de l'inspection indique également :

"L'introduction d'un nouveau produit chimique suit les instructions suivantes :

87203625-HSE-GRP-FR Gestion des produits chimiques

87203656-HSE-GRP-FR Demande d'Introduction / Retrait de Produit Chimique

65762423-SER-LAF-FR Réaliser les études de Fiabilité Maintenabilité Disponibilité Testabilité Sécurité"

L'inspection appelle l'exploitant à lui fournir les éléments justificatifs démontrant que l'introduction d'acétone en zone VIII a respecté les procédures du SGS sus-citées.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet en amont de la visite d'inspection du 15/10/25 la check list "OK démarrage" pour le bâtiment RK.

Cette fiche fait apparaître l'ensemble des tâches nécessaires pour la préparation de l'atelier et, pour chacune de ces tâches, le responsable et le délai de réalisation souhaité avant le démarrage. L'inspection relève que l'autorisation de démarrage a été signée alors que, sur les 25 actions identifiées, 5 n'ont pas fait l'objet d'un émargement actant la réalisation (dont certaines tâches indiquées comme en cours). Lors de la visite, l'exploitant justifie cette situation par le cas particulier de cet atelier, nécessitant un démarrage pour des tests afin de finaliser les fiches techniques d'opération. **L'inspection appelle l'exploitant à tracer de manière plus intelligible la réalisation des actions, notamment lorsqu'elles ont été soldées après avoir été indiquées comme "en cours", ainsi que les cas particuliers permettant un démarrage en absence de réalisation.**

Absence d'écart. L'exploitant justifie de procédures permettant de surveiller la mise à la terre de ses équipements. L'inspection appelle toutefois l'exploitant à répondre aux différentes demandes formulées dans le cadre du constat réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre aux constats formulés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.2.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre

Prescription contrôlée :

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.

Constats :

A la suite de la visite d'inspection du 13/11/24, l'exploitant avait transmis, par courriel du 11/06/25, les rapports de contrôle annuel des continuités de mise à la terre, portant respectivement sur les tables et étagères en zone pyrotechnique et sur les armoires ATEX, datés de décembre 2024. Le rapport sur les tables et étagères en zone pyrotechnique faisait état de 134 observations, tandis que celui sur les armoires ATEX de 2 observations.

<p>A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet le rapport de contrôle annuel des continuités de mise à la terre des tables et étagères en zone pyrotechnique au titre de l'année 2025, daté du 01/10/2025. Ce dernier fait à nouveau état de 113 non-conformités.</p> <p>L'exploitant indique cependant que l'observation récurrente concernant la présence d'une résistance au niveau des tables ne représente pas un enjeu de sécurité et qu'il prépare une note afin de justifier ce point.</p> <p>Ecart. L'exploitant ne justifie pas de la bonne mise à la terre de ses équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de justifier de la bonne mise à la terre de ses équipements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Conformité des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 13/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente.</p> <p>[...]</p> <p>Une contrôle est effectué une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement des défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défaut dans les délais les plus brefs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la levée d'une l'observation figurant dans le rapport de contrôle électrique du bâtiment AF, portant sur l'absence de visite initiale. Le rapport de visite initiale correspondant, daté du 26/01/22, a été transmis par l'exploitant à l'inspection, par courriel du 10/03/25, ainsi qu'à son prestataire, permettant de lever l'observation.</p>

Lors de la visite d'inspection du 13/11/24, l'exploitant avait également indiqué la mise en place d'un important programme de rénovation des installations électriques haute tension du site, s'étalant sur 5 à 6 ans. Faute de transmission de ce programme à la suite de cette visite, l'inspection réitère sa demande dans le cadre de la visite d'inspection du 15/10/25. L'exploitant transmet alors sa feuille de route, listant l'ensemble des travaux prévus jusqu'en 2028, indiqués comme déjà financés pour un montant de 2 550 k€, et précise que la réalisation de ces travaux permettra de finaliser son plan de rénovation.

Par sondage, l'inspection demande à vérifier la conformité des installations électriques de la zone VIII et du bâtiment RK.

L'exploitant fournit :

- un rapport de visite initiale pour les installations de la zone VIII (transformateurs et bâtiment), daté du 11/09/25 et réalisé à la suite du passage au 400V des installations durant l'arrêt technique estival de 2025, faisant état de 4 écarts ;
- un courrier de la société Ineo, daté du 07/10/25, faisant état de la levée des 4 écarts sus-cités ;
- un rapport de vérification de contrôle périodique pour les installations basse et très basse tensions de la zone VIII (matériels liés à la production), daté du 30/09/2025, faisant état de 8 observations dont 7 nouvelles ;
- un rapport de vérification de contrôle périodique pour les installations basse et très basse tensions du bâtiment RK (matériels liés à la production), daté du 30/09/2025, faisant état d'aucune observation.

Lors de la visite d'inspection, l'inspection constate que les observations relevées sur les installations de la zone VIII par le rapport du 30/09/25 ont été intégrées dans le tableau de suivi des actions à mener par le service maintenance. Au regard de leur caractère récent, l'inspection entend que les actions correctives n'aient pas encore été réalisées.

Absence d'écart.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- la justification de la réalisation des visites initiales notamment celle du coffret distributeur du bâtiment AF ;
- son plan d'actions de mise en conformité des installations électriques détaillés par année en justifiant la priorisation effectuée notamment du point de vue de la criticité des non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conformité à l'EST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2005, article 2.10.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, EST

Prescription contrôlée :

L'évaluation des risques de toute nature générés par l'établissement et la présentation des mesures prises pour les réduire figurent dans les documents suivants :

- les EST propres aux installations pyrotechniques ;
- les études des dangers des installations non pyrotechniques concernées ;
- l'étude des dangers globale au site ;
- le document de synthèse du SGS.

Ces documents contiennent une ou des analyses des risques qui prennent en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite, décrivent les mesures d'ordre technique ou organisationnelles propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Constats :

L'inspection visite les installations de la zone VIII.

L'étude particulière de sécurité S1698B prévoit que la température des fluides caloporteurs permettant de chauffer les surfaces en contact avec l'explosif doit rester inférieure à 110 °C.

L'inspection constate :

- la présence de sondes de température et d'un système d'alarme ;
- que la fiche suiveuse d'opération prévoit le contrôle de la température du fluide caloporteur du fondoir (avec une cible à 100 +/- 5 °C) et du bloc doseur (avec un cible ≤ 83 °C).

L'étude particulière de sécurité S1698B prévoit que les cuves de fusion sont équipées de dispositifs de noyage à commande automatique et manuelle. L'inspection constate la bonne présence de tels dispositifs.

L'étude particulière de sécurité S1698B prévoit que l'agitateur doit être muni d'un limiteur de couple réglé au minimum nécessaire pour remplir sa fonction. L'inspection constate que la fiche suiveuse d'opération prévoit le contrôle de la vitesse de rotation des pâles à diverses étapes : au début du remplissage de la cuve, à la fin du refroidissement, après 15 kg de semoulage et pendant le chargement.

L'étude particulière de sécurité S1698B prévoit que les systèmes de régulation de température doivent être vérifiés. L'exploitant fournit :

- des captures d'écran de son logiciel de gestion de la maintenance permettant de constater qu'une vérification et un étalonnage ont été réalisés annuellement au cours des cinq dernières années ;
- les derniers certificats d'étalonnage, datés du 31/07/2025 et indiquant que les équipements sont conformes.

L'étude particulière de sécurité S1698B prévoit que l'explosif doit être décaissé, préparé et pesé hors de l'atelier de fusion et il ne doit être amené auprès des cuves que pour y être introduit immédiatement. L'inspection constate que l'organisation prévue par l'exploitant permet le respect de ces consignes.

Absence d'écart.

Type de suites proposées : Sans suite